

21/00/1384

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES
AGRICOLES (I.S.R.A.)

LABORATOIRE NATIONAL DE L'ELEVAGE
ET DE RECHERCHES VÉTÉRINAIRES

1

PROPOSITIONS POUR UN PLAN D'URGENCE DESTINÉ
A SAUVEGARDER LE CHEPTEL PRODUCTIF ET LE
NIVEAU DE **CONSOMMATION DE VIANDE** SENEGALAIS

OCTOBRE 1983.

Le Lundi 3 octobre 1983, à la demande du Directeur du Département des Recherches sur In Santé et les Productions animales de l'ISRA, s'est réuni au Laboratoire national de l'Elevage et de Recherches vétérinaires de Hann, un groupe de travail dont la tâche était de formuler des propositions pour l'établissement d'un plan d'urgence de sauvegarde du cheptel sénégalais et de son habitat.

Ce groupe de travail était composé comme suit :

MM. A.K. DIALLO
C. VANPRAET
I. DIALLO
J. VALENZA
Nd. MBAYE
H. GUERIN
K. DIEYE } rapporteurs.
J.P. DENIS }

Dès l'abord, le groupe de travail fait remarquer que le problème n'est pas uniquement circonscrit au cheptel, en effet, il apparaît que c'est toute la situation alimentaire sénégalaise qui est en jeu, dans le cas présent relativement à son approvisionnement en viande ovine et bovine.

I - EXAMEN DE LA SITUATION ACTUELLE

1.1 - Les pâturages de la zone syvo-pastorale

L'élevage de la zone sylvo-pastorale est confronté pratiquement chaque fin de saison sèche au problème de la soudure alimentaire entre le disponible en paille après 9 à 10 mois de consommation et l'apparition de la nouvelle herbe verte. Ce problème a revêtu cette année une très grande importance en raison de l'apparition tardive des pluies par ailleurs faibles et irrégulières. De ce fait, la mortalité du cheptel fut forte et on doit craindre que cette situation ne s'aggrave beaucoup plus dans les mois à venir et cela très rapidement.

En effet, observations au sol et mesures de biomasses herbacées effectuées entre le 20 et le 33 septembre 1983 ont confirmé ce que l'analyse des images satellites enregistrées fin août laissait craindre, une très grande pauvreté quantitative des parcours naturels du Ferlo. Les biomasses herbacées aériennes calculées par coupe effectuée au ras du sol sont excessivement faibles. Sur 86 stations réparties sur l'ensemble de la zone après échantillonnage basée sur l'interprétation des images, les valeurs et propositions suivantes ont été obtenues :

de 0 à 100 kg/ha ⁻¹	32,2 %
de 101 à 200	27,6
de 201 à 300	27,6
de 301 à 400	9,2
plus de 401	3,4.

Une planimétrie de l'esquisse cartographique réalisée après interprétation de l'image satellite de fin août 1983 montre que :

- 70 % de la zone a une productivité inférieure à 200 kg/ha⁻¹
- 20 % de la zone a une productivité comprise entre 200 et 400 kg
- 10 % de la zone a une productivité supérieure à 400 kg.

Des mesures de biomasses consommables faites par coupe à 5 cm du sol comme cela est préconisé car correspondant à la hauteur classiquement réalisée par la dent de l'animal, auraient donné des valeurs bien plus faibles et souvent nulles. La strate herbacée, quand elle existe, est très clairsemée et a une hauteur moyenne le plus souvent inférieure à 5 cm et très rarement supérieure à 10 cm.

On peut donc affirmer que le Ferlo sera dans l'impossibilité totale de nourrir le cheptel qui y vit traditionnellement et vraisemblablement dès le mois de novembre.

Par ailleurs la faible strate herbacée existante est de composition botanique telle que son appétibilité et sa valeur alimentaire s'en trouvent plus ou moins réduites : dominance fréquente de *Tribulus terrestris*.

.../...

Cette situation pourrait rappeler celle qui avait prévalu sur l'ensemble de la même zone en fin de saison des pluies 1972, mais il y avait alors un reliquat plus ou moins important de paille de la saison précédente et la strate ligneuse était peu touchée, ce qui n'est pas le cas cette année. En effet, absence totale de paille de la saison 1982/1983 et arbres fortement touchés par le manque de pluies des années dernières et par l'exploitation abusive intensive et irrationnelle par les pasteurs sénégalais surtout mauritaniens, sont la règle, surtout dans la moitié occidentale du Ferlo.

Il importe donc que des mesures soient prises très rapidement pour d'une part assurer la survie de tout ou partie du cheptel vivant traditionnellement dans la zone et d'autre part sauvegarder le milieu naturel, ligneux en particulier.

1.2 - Les animaux

- Effectifs touchés

Les effectifs globaux touchés par l'absence quasi totale de pâturages dans la zone sylvo-pastorale et la région du Fleuve sont de l'ordre de 390 000 UBT (1) toutes espèces confondues.

L'espèce la plus représentée est l'espèce ovine et c'est donc à son niveau que les essais de solution trouvent leur meilleur champ d'application. On ne négligera cependant pas les bovins qui la plupart du temps permettent de régulariser l'offre de viande en particulier aux abattoirs de Dakar.

Les besoins de ces 390 000 UBT peuvent s'exprimer comme suit :
1 100 000 UF par jour soit l'équivalent de 2 750 T. de paille d'arachide par jour ou encore 1 375 T. de SENAL (2) par jour et donc une somme de l'ordre de 51 millions par jour sans le transport ! On conçoit l'impossibilité de mesures uniquement d'ordre alimentaire,

.../...

(1) UBT = Unité Bétail Tropical = 250 kg vif.

(2) Aliment fabriqué sur la place de Dakar 37 F/kg

usine.

- Problèmes pathologiques

Les graves problèmes alimentaires et la sous-nutrition entraînent une dégradation de la situation sanitaire et une diminution de la résistance des animaux aux maladies (en particulier charbon bactérien, botulisme...),

II - LES SOLUTIONS PROPOSEES

L'examen de la situation actuelle permet de tirer deux idées directrices essentielles :

- le pâturage naturel dans les zones étudiées est inexistant, il faut donc faire appel à une alimentation à base de sous-produits.
- Ces aliments à base de sous-produits sont en quantités limitées et il faudra donc faire un choix des animaux qui en bénéficieront.

2.1 - A court terme

2.1.1 - Modalités

A - Le destockage est un impératif vital, il peut revêtir plusieurs formes.

A1 - Déplacement des animaux

Il est possible d'envisager le déplacement des troupeaux vers des zones plus favorables sur le plan alimentaire. Il faut d'abord identifier ces zones si elles existent et ensuite effectuer un contrôle strict de cette transhumance.

Il faut cependant savoir à ce propos que certains éleveurs ayant envisagé ces déplacements en ont abandonné l'idée. Ils ont estimé que leurs animaux n'en seraient probablement pas capables. Les déplacements préconisés devraient donc être organisés de manière efficace.

A2 - Abattages

Il est nécessaire d'effectuer un abattage des femelles stériles, improductives, âgées (au-delà de 8 ans), des mâles jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un pour 40 femelles en état de production possible ayant déjà vêlé. Ces animaux devront donc être regroupés, abattus et stockés, congelés pour assurer la continuité de l'approvisionnement en viande des populations. Ces mesures supposent que soit fait dès à présent un inventaire précis des capacités de stockage du pays par les services concernés tels que le DSPA, les Bâches et le Port, etc.

B - Supplémentation des effectifs conservés

Une mobilisation générale des sous-produits disponibles doit être réalisée par des mesures gouvernementales (priorité d'acquisition à l'élevage, prix contrôlés). Des rations simples et efficaces peuvent être envisagées (cf. annexe). De plus il est possible de prévoir une utilisation des fourrages naturels des zones Sud relativement peu touchées par la sécheresse.

C - Mesures au niveau des frontières en particulier mauritaniennes

Il est nécessaire de fermer la frontière si l'on veut conserver le peu de pâturage qui reste et les sous-produits sur pied (paille de riz) pour les animaux sénégalais. En effet, une grande partie de la zone du Ferlo a été entièrement envahie par des troupeaux mauritaniens en nombre impressionnant (chameaux, bovins, petits ruminants). Cette situation est rendue plus inquiétante par l'envergure des moyens de prospection des pâturages favorables qui sont mis en oeuvre (404 Pick-up, Land-Rover, chameau).

2.1.2 - Organisation

A - Au niveau administratif

Il est proposé de créer une commission nationale chargée de l'ensemble de ces problèmes : cette commission d'urgence doit être limitée dans le nombre de ses participants, mais souveraine dans l'application des mesures qu'elle propose et qui ont été acceptées par le Gouvernement. Cet aspect est essentiel pour éviter la dilution des responsabilités et les longs cheminements administratifs classiques.

B - Sur le terrain

Il est proposé de créer des centres d'échanges dans lesquels les aliments seront mis à la disposition des éleveurs pour alimenter les effectifs conservés. Echanges car ces aliments seront distribués aux éleveurs qui auront destocké leur troupeau selon les lignes définies.

Ces centres d'échanges pourront aussi servir de canaux pour la distribution ou la vente des médicaments.

2/1/3 - Moyens à mettre en oeuvre

A - Aspects sociaux

Il est peu probable que de prime abord ces mesures (en particulier les abattages) soient acceptées facilement par les éleveurs des zones touchées. L'espoir reste toujours présent, mais la quantité de viande sauvée dépendra de la rapidité d'abattage des animaux qui maigriront chaque jour un peu plus. Il est donc important de mettre sur pied une stratégie de persuasion des populations rurales touchées. Cette stratégie serait expliquée par le canal de tous les moyens audiovisuels possibles (radio surtout dans les zones rurales) sous la responsabilité des Ministres de l'Information et du Développement rural en collaboration avec leurs services techniques. Les mesures préconisées devraient être simples, claires mais précises, les généralités doivent être bannies, les conséquences bien expliquées.

B - Aspects financiers

Les frais occasionnés par ces mesures seront relatifs à :

B1 - l'achat des animaux

- leur regroupage
- leur transport
- leur abattage
- leur stockage
- leur conservation (froid).

B2 - l'achat des aliments

- leur transport
- leur conditionnement en rations
- leur distribution.

B3 - Enfin au fonctionnement de la commission et des centres d'échanges.

A N N E X E

EXEMPLES DE RATIONS UTILISABLES

1 - Aliment d'entretien : W-ix 17 F CFA

	<u>p. 100</u>	<u>Valueur</u>
Coque d'arachide	35	MS = 90 %
Son gras d'arachide (ou son de blé)	52	UF = 0,47 MAD = 50
Mélasses	10	Ca = 5,4
Poudre d'os ou Phosphate bi cal ci que	3	P = 4

2 - Aliment d'embouche

	<u>p. 100</u>	<u>Valueur</u>
Coque d'arachide	30	MS = 90 %
Son	40	UF = 0,6
Tourteau	7	MAD = 80
Mélasses	20	Ca = 5,3
Phosphate bi cal ci que ou poudre d'os	3	P = 4

Si l'on obtient les prévisions des récoltes, on peut estimer les quantités que l'on pourra préparer et le nombre d'animaux à nourrir en retenant pour :

- l'aliment 1 : 4 kg/an/j en complément d'un pâturage
- l'aliment 2 : 6 kg/an/j pour un G.M.Q. = 500 gr/an/j.

2.2 - A long terme

Il est important que soient prises des mesures efficaces quant à l'utilisation rationnelle du disponible alimentaire du pays. Si les CSB ont un effet limité dans le temps, elles ne permettront pas de créer un élevage productif capable de relever le défi de l'autosuffisance alimentaire dans un nombre d'années raisonnablement proches. Le cheptel sauvé une année se retrouve l'année suivante, si les pluies ne sont encore pas au rendez-vous, dans le même état de faiblesse, de précarité alimentaire et de survie hypothétique. On doit donc mettre en place des structures capables d'assurer la pérennité des actions sur le plan alimentaire. Les structures possibles sont diverses et donc des options devront être prises pour effectuer un choix de priorités.

- Création d'usines de fabrication d'aliments. Pour les ruminants elles devront s'attacher à utiliser au maximum les sous-produits en n'utilisant pas de produits entrant en concurrence avec l'alimentation humaine (céréales, par exemple). Ces usines seront placées sous la responsabilité de l'état ou privées. Leurs tailles et leurs coûts peuvent être trop élevés et on peut penser à :

- des ateliers de fabrication de dimensions/modestes^{plus} mais repartis dans le pays. Leur organisation devrait permettre d'éviter de trop grandes charges de personnel et de fonctionnement ;
- des entreprises privées peuvent être chargées du ramassage et du conditionnement de certains sous-produits par exemple la paille de riz sur le Fleuve.

- Dans les zones où existent des réserves fourragères sur pied, il importe de les récolter à la bonne période, de les conditionner, de les stocker et de les distribuer au moment opportun. On peut penser par exemple aux régions de Casamance et du Sénégal-Oriental. Ce ramassage pourrait être effectué par les paysans eux-mêmes mais aussi par des brigades de fauche mécanisées et spécialisées dans ce type d'opérations.

• S'agissant des pâturages naturels, il est nécessaire, surtout dans les zones relativement favorables, de prévoir une gestion rationnelle de ces pâturages.

• Enfin, dans les aménagements hydro-agricoles du Fleuve, il faut réserver d'importantes surfaces couvertes de cultures fourragères intensives permettant de mettre sur le marché d'importantes quantités de foin d'excellente qualité. Ce type d'unités pourrait produire de l'ordre de 25 à 30 T. de matières sèches à l'hectare (10 à 13 UBT par ha et par an).

• Sur le plan général, la création d'un service national pastoral des ressources alimentaires pourra permettre de centraliser l'ensemble des données, informations, problèmes et solutions et donc de gérer efficacement les disponibles tant naturels qu'agro-industriels. Ce service pourrait constituer une nouvelle et très importante division de la DSPA.

III - CONCLUSIONS

La situation du cheptel et de l'approvisionnement en viande est suffisamment grave pour que des mesures d'urgence soient proposées. Si ces mesures ont un aspect purement technique, leur réussite est cependant conditionnée par une volonté politique exprimée et engagée. Cette volonté doit se faire ^{jour} non seulement à court terme car la catastrophe prévisible l'impose, mais aussi à long terme pour que pareilles situations ne se reproduisent plus. Il importe d'essayer de gérer la sécheresse et la pénurie conséquente comme des phénomènes faisant partie intégrante du paysage naturel et socio-économique du pays. L'absence de mesures de sauvegarde non seulement aboutira à la disparition d'un plus grand nombre d'animaux, mais aussi à une dégradation à long terme du milieu naturel aggravée par la pression des animaux restants,